

Service Environnement
ICPE - ELEVAGES
2 rue Kerivoal
29334 QUIMPER

Quimper, le 24/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GAEC du COSQUER

Cosquer
29860 PLABENNEC

Références : APC n° 11/2013 AE du 08/01/2013, AP du 29/08/2011
Code AIOT : 0052901988

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2022 dans l'établissement
GAEC DU COSQUER implanté au Cosquer sur la commune de PLABENNEC,
L'inspection a été annoncée le 12/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée
sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le Plan PluriAnnuel de Contrôles ICPE-élevages.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- | | |
|--------------------------|------------------------------|
| . GAEC DU COSQUER | . Régime : Autorisation |
| . Cosquer - PLABENNEC | . Statut Seveso : Non Seveso |
| . Code AIOT : 0052901988 | . IED - MTD |

Le GAEC DU COSQUER est un élevage porcin et bovin situé sur la commune de PLABENNEC.
Géré par les associés Jean-François et Jacques Appriou, cet élevage est autorisé par l'Arrêté
préfectoral n°246/2011-AE du 29/08/2011, complété par l'APC n° 11/2013 AE du 08/01/2013,
pour l'exploitation d'un élevage de:
-379 porcs reproducteurs -3008 porcs charcutiers et cochettes -1924 porcelets en post-sevrage.
-sur le site principal du "Cosquer", siège social, sont répartis, 379 reproducteurs, 2239 porcs
charcutiers et cochettes, 1404 porcelets, ainsi que 62 vaches laitières.
-sur le second site à "Kerdanné": 769 porcs charcutiers et 520 porcelets en post-sevrage.
La production annuelle est de 9119 porcs charcutiers et de 9196 porcelets sevrés.
La production annuelle d'azote est limitée à 41366 uN.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en oeuvre des Meilleures Techniques Disponibles (MTD);
- Stratégie alimentaire (N et P) avec les excréments en azote N et phosphore P calculées avec le Bilan Réel Simplifié (BRS) ;
- Emissions d'ammoniac par emplacement calculées avec le module GEREP ;
- Emissions totales de l'élevage calculées avec le module GEREP.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique hors prescriptions contrôlées.

Concernant les constats de la dernière inspection du 25/03/2019, les non-conformités ne sont pas levées:

-une végétation envahissante et des encombrants sont toujours présents sur le site de Kerdanné;
-toujours pas de moyens réglementaire de lutte externe contre l'incendie sur le site de Kerdanné;
-pas de présentation d'élément justifiant que les installations électriques et techniques sont entretenues et vérifiées par un professionnel. Cependant l'exploitant affirme qu'un contrat est en cours avec un nouveau prestataire.

Ces non-conformités seront prises en compte lors de la prochaine inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Déclaration annuelle des émissions d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Respect des effectifs animaux autorisés	Arrêté Préfectoral du 27/07/2007, article 1	/	Sans objet
Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	/	Sans objet
Dossier de réexamen	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I	/	Sans objet
Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les engagements pris dans le cadre du réexamen des conditions d'exploitation par rapport aux meilleures techniques disponibles ont été mis en œuvre concernant les points inspectés : stratégies alimentaires, émissions atmosphériques d'ammoniac.

La télédéclaration annuelle des émissions d'ammoniac pour l'année 2021 n'a pas été réalisée. Elle devra être réalisée pour l'année 2022, en début d'année 2023, sur le site internet dédié.

Rappel:

Chaque année, avant le 31 mars suivant l'année civile concernée par la déclaration, l'exploitant doit déclarer les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale produites par son exploitation autorisée.

La télédéclaration se fait sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008.

2-4) Fiches de constats

N°0 : Respect des effectifs animaux autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2013, article 1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : Les effectifs animaux ou 'équivalents-animaux' présents sur l'exploitation ne dépassent pas l'effectif autorisé par le Régime encadrant l'élevage : 4530 Animaux-Equivalents porc, répartis comme suit: -379 porcs reproducteurs -3008 porcs charcutiers et cochettes -1924 porcelets en post-sevrage.
Constats : Conforme. Le jour de l'inspection, les effectifs porcins présents sur les 2 sites de l'élevage sont de : 2515 porcs charcutiers et 25 cochettes, 321 truies et 1448 porcelets en post-sevrage. Il y a respect des effectifs autorisés en présence simultanée. Pour l'année civile 2021, le BRS indique une production de 8153 porcs charcutiers. Ce nombre est en conformité avec l'arrêté préfectoral du 08/01/2013 autorisant une production de 9119 animaux. La dernière déclaration de flux d'azote est basée sur la campagne 2020/2021. Durant cette campagne, il a été produit 39468 Kg d'azote sur l'exploitation. Valeur en conformité avec l'autorisation de 41366 uN par an.
Type de suites proposées : Sans suite

N°1 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
Thème(s) : Élevage, Élevage IED
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles. Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.
Constats : Conforme. Le module GERE pour l'année civile 2021 a été fourni. Un module BRS lui est joint. Les valeurs indiquées respectent les Valeurs Limites d'Émissions (VLE)/an des performances associées. La fumière est couverte (hangar d'unité de compostage). La fosse de réception est couverte par une bache de type "Nénufar". <u>autres MTD mises en place :</u> -ventilation dynamique des bâtiments A (truies + ps), C, D, K1, K2, K6, K4 (ps). -biolaveur pour le traitement de l'air des bâtiments A (truies + ps) et D (pc).
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Dossier de réexamen

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I
Thème(s) : Élevage, Élevage IED
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement au plus tard : - le 21 avril 2018 pour les installations dont le numéro de SIRET se termine par un chiffre impair ; - le 21 février 2019 pour les autres installations. À cette fin, l'exploitant renseigne les informations nécessaires sur le site de téléservice (http://www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr/) mis en ligne par le ministère en charge de l'environnement. L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques.
Constats : conforme Le dossier de réexamen a été validé et transmis en préfecture le 31/05/2021. Un 'Donner Acte' en a été pris le 31/05/2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
Thème(s) : Élevage, Élevage IED
Prescription contrôlée : Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ». Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.
Constats : Conforme. Lors de l'inspection, il a été contrôlé la conformité aux Meilleures Techniques Disponibles : les MTD n° 3, 4, 24, 25, 30, 14, 15, 16, 17, 19 et 23. Il est constaté que: -Les quantités d'azote et phosphore excrétées par animal sont estimées à l'aide du bilan réel simplifié (BRS) ; -les valeurs indiquées au BRS de 2021 sont cohérentes avec celles indiquées dans les fiches techniques GTE des aliments utilisés pour l'élevage. Ces fiches GTE ont été communiquées à l'inspection ICPE en amont du jour de contrôle. -Les émissions totales d'ammoniac (NH3) sont calculées avec le module GEREP en reprenant les données issues du BRS; -les valeurs obtenues (12811 kg de NH3 par an) sont inférieures aux émissions totales de NH3 estimées pour un élevage standard équivalent (21093 kg de NH3 par an).
Type de suites proposées : sans suites

N°4 : Déclaration annuelle des émissions d'ammoniac.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Élevage IED
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés pour déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification du format de fichier.
Constats : non conforme La télédéclaration annuelle des émissions d'ammoniac pour l'année 2020 a été effectuée sur le site GEREPI le 09/07/2021. La déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets, éditée le 25/10/2022 y est jointe. Il en est de même pour l'années 2019. La télédéclaration annuelle des émissions d'ammoniac pour l'année 2021 n'a pas été réalisée. Elle devra être réalisée pour l'année 2022, en début d'année 2023, sur le site internet dédié.
Type de suites proposées : Avec Suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale